pour M. Laclaus
et la société
des amis de
la constitution

FRC 4' 29643
Case
FRC
24623

SOCIÉTÉ

DES AMIS DE LA CONSTITUTION,

SÉANTE AUX JACOBINS, A PARIS.

RÉFLEXIONS NOUVELLES

SUR LES PROJETS DES ENNEMIS

DE LA CONSTITUTION;

PAR P. L. RŒDERER:

Lues à la Société, le 30 novembre 1791.

DANS un moment où nous avons besoin de force et d'accord, il importe de découvrir dans quelles vues et par quels moyens on a séparé des amis de la constitution une foule de citoyens bien intentionnés, et de répandre des vérités propres à les réunir.

THE NEWBERRY LIBRARY

Il faut d'abord fixer ses idées sur les desseins de nos ennemis.

Nous avons des ennemis déclarés, nous en avons de cachés, nous en avons au-delà de nos frontières, nous en avons au-dedans : je demande ce qu'ils veulent tous.

On me répond : *la contre-révolution.* Mais qu'entend-on par contre-révolution ? Veut-on dire le rétablissement de l'ancien régime ? En ce cas, je nie la proposition. Certainement les nobles ne veulent pas faire la guerre pour payer les dîmes au prêtres ; les parlementaires, pour payer la gabelle aux traitans ; les nobles de trois générations, pour être exclus de tous les emplois considérables ; les nobles de province, pour être le rebut des nobles de cour ; les nobles de cour, pour faire revivre les oppositions parlementaires ; les valets du roi, pour le remettre sur le trône où la constitution l'a placé plus puissant que jamais.

Nous avons la satisfaction de savoir que chacun de nos adversaires regardoit autrefois son *ami* d'aujourd'hui comme un abus à extirper ; nous savons que ce n'est pas pour régner ensemble qu'ils nous attaquent ensemble ; mais seulement pour s'entredétruire à la suite, et par l'espérance qu'a chacun d'eux de dominer tous les autres. Et puis on ne prétend pas faire l'impossible ; le prêtre ne prétend pas que ces biens ecclésiastiques, maintenant frappés en assignats, divisés en monnoie dans toutes les poches, ces biens dont l'aliénation est garantie par tout François qui a cent sous dans sa bourse, retournent jamais aux prêtres et aux bénéficiers dont ils alimentoient l'inutilité.

Il n'est donc pas vrai que tous nos ennemis veuillent la contre-révolution ; on peut dire tout

au plus que chacun de nos ennemis veut le rétablissement de quelque point de l'ancien régime, veut une partie de la contre-révolution; que le fermier-général veut la gabelle; le prêtre, ses fermes et sa dîme sur les fermes d'autrui; le parlementaire, la tutelle du roi; l'homme de cour, sa vice-royauté, etc. : certainement aucun ne veut la réintégration de tous les points.

Mais il s'agit d'expliquer comment la seule envie de nuire à un ennemi commun, peut établir entre des ennemis à jamais irréconciliables, cette union qui fait la force et l'espérance des rébelles déclarés et de leurs complices secrets; comment les plus foibles se joignent aux plus forts, dont ils seroient certainement les victimes si les communs complots réussissoient.

Il n'y a, messieurs, qu'un seul fait qui explique ce phénomène moral; c'est qu'un intérêt antérieur et commun les presse et les entraîne; c'est que les avantages qu'ils s'envient ne font pas partie de leurs droits, mais sont l'usurpation des nôtres, ne sont pas leurs propriétés, mais notre dépouille, mais notre subsistance; c'est qu'ils veulent faire revivre les priviléges et les abus dont ils vivoient, et avant tout, les distinctions de naissance, dont les priviléges et les abus sont l'inévitable suite; en un mot, c'est qu'ILS VEULENT LE RÉTABLISSEMENT DE LA NOBLESSE: car qu'est-ce que la noblesse, sinon le droit exclusif de dire, de faire, et sur-tout de prendre tout ce qui est profitable, et de rendre ridicule tout ce qui n'est qu'honnête? Dans tout pays où il existe une noblesse, existe-t-il une patrie et des citoyens? Existe-t-il réellement une liberté politique, une liberté individuelle, une propriété? Les places, les honneurs, les pouvoirs, même ceux que le

peuple confère, tant qu'on veut bien lui laisser le droit d'en conférer, l'argent enfin, tout n'est-il pas le patrimoine de la classe privilégiée ? Et lors même que, par des déclarations illusoires, elle annonce qu'elle se contente de l'égalité de jouissances, pourvu qu'on lui accorde l'inégalité de droits, alors même ne s'arroge-t-elle pas le privilége d'un désintéressement généreux ? ne découvre-t-elle pas l'insolente prétention d'exercer une vertu dont les autres citoyens ne peuvent offrir les mêmes preuves ? Le RÉTABLISSEMENT DE LA NOBLESSE : ce mot est le mot de ralliement de nos ennemis, c'est leur cri de guerre : la chose est le but de leurs entreprises, le terme de leurs espérances.

Tout annonce aux hommes attentifs qu'on n'attend du vain appareil de guerre déployé au-delà de nos frontières, qu'une négociation dont le rétablissement de la noblesse puisse être le résultat, qu'on ne veut être imposant que pour obtenir cette négociation; qu'on n'est menaçant que par imposture. *Y aura-t-il une noblesse en France, ou bien conserverons-nous l'égalité, sans laquelle il n'y a point de liberté ?* Voilà à quoi se réduit la question entre nos ennemis et nous.

Voulez-vous des preuves de ma proposition ?

Regardez les hommes qui composent les armées de Worms et de Coblentz ; que sont-ils ? Des ci-devant nobles, des gens qui prétendent l'être, et un petit nombre d'aventuriers que M. le ci-devant comte d'Artois a déclaré dignes de l'être (1). Voilà

(1) On se rappelle les formules de réception usitées par ce prince pour tous les François déserteurs. « *Monsieur, vous êtes gentilhomme*, demande-t-il toujours à celui qui se présente. » Si l'on répond *oui* : « *On le voit bien à votre démarche*, reprend le prince ». Si l'on répond : *Monsei-*

nos ennemis : les reconnoître, c'est savoir ce qu'ils veulent.

Regardez ensuite nos ennemis déguisés, ces hommes perfides et méchans qui, vivant au milieu des amis de la constitution, ont d'abord essayé de les égarer, et ensuite ont voulu les étouffer ; ces hommes qui ont créé des sociétés monarchiques et feuillantines ; ces hommes qui ont divisé les patriotes, qui ont altéré la constitution de 1789 et 1790, qui ont enhardi les ennemis de la révolution, refroidi ses amis ; ces hommes qui, aux Feuillans, osoient, il y a trois jours, déclarer inconstitutionnel le projet de ce décret tardif, de ce décret dès longtemps nécessaire, qu'a enfin rendu hier l'assemblée nationale, au sujet des dispositions hostiles qui se font aux portes du royaume. Regardez ces hommes ; pour découvrir ce qu'ils veulent, voyez ce qu'ils ont fait. Ce sont les mêmes qui, trompant des patriotes sur le sens et l'objet d'une déclaration de guerre faite aux prétentions nobiliaires par un homme de génie, à qui Mirabeau a dû la plus belle partie de sa gloire, et l'égalité son triomphe (1), en ont empêché l'effet deux jours avant l'époque où elle pouvoit devenir si nécessaire, deux jours avant le départ du roi, et ont insulté, persécuté son auteur dans cette société même, le plus inviolable sanctuaire de l'égalité et de la liberté. Ce sont eux qui ont recréé des princes en France, à la suite de négociations secrettes avec les conspirateurs ; négociations dont les princes eux-mêmes, utiles cette

---

gneur, je n'ai pas cet honneur, il dit : « *Monsieur, vous êtes digne de l'être* ».

(1) Voyez l'*Essai sur les priviléges*, par Emm. Syeyes, et *Qu'est-ce que le tiers-état?* par le même. Voyez aussi sa *déclaration*, dont je parle ici.

fois à la chose publique, on fait la révélation méprisante dans leur manifeste. Ce sont eux enfin qui, rejettant avec une insolence altière, au sein de l'assemblée constituante, tout projet de licenciement des officiers de l'armée, à une époque où leur remplacement étoit si facile, et leur éloignement si exempt de danger, nous ont conduit au moment d'une guerre, avec une armée d'officiers contre-révolutionnaires, parce que ces officiers étoient nobles. Et que sont ces hommes pervers? Des nobles eux-mêmes.

Il faut donc, messieurs, se fixer sur cette vérité. Nos ennemis du dehors, comme ceux du dedans, veulent le rétablissement de la noblesse, et ne s'accordent même qu'en ce point. Les uns l'exigent les armes à la main, les autres l'attendent de leurs intrigues. Ceux-ci ont dit aux premiers: Faites grand bruit à nos portes, nous disposerons les esprits au-dedans; faites peur aux patriotes, nous serons là pour les amener à négocier: criez que vous voulez la contre-révolution, et par transaction, nous vous ferons offrir la noblesse. Encore une fois, la noblesse est le prix de la guerre que veulent allumer les révoltés et leurs hypocrites complices.

Voici maintenant le principal moyen dont ils se sont servi pour arriver à leur but.

Ils ont vu que la nation toute entière, même les patriotes foibles que d'anciens préjugés travaillent encore, s'accordent à repousser toute idée de distinction de naissance; à défendre l'égalité avec autant de courage que ses ennemis en mettront à l'attaquer; et au fond ils ont bien senti qu'il ne faut pas un prodigieux courage à la totalité du peuple françois pour réfréner, châtier une poignée de fils de héros qui n'en sont pas, de descendans de secrétaires du

roi, incapables d'être jamais autre chose. Ils n'ont pas oublié que la chevalerie françoise, dans le temps où il y en avoit, et ce temps étoit passé bien avant les décrets de l'assemblée nationale, que la chevalerie françoise toute entière n'a pas pu conquérir, ou du moins garder quelques arpens de rocher qu'on appelle la terre sainte, et qui n'étoient gardés que par des infidèles; et ils n'ont pu croire que vingt mille rébelles envahiroient la terre cent fois plus sainte de la liberté, et détruiroient l'arche de la constitution, qui est gardée par la grande majorité de François, unis par leurs intérêts et leurs sermens.

En conséquence, ils se sont dit : nul succès n'est possible, si nous ne divisons le peuple françois; point de défenseurs à la noblesse, point de ressource pour elle, si nous ne parvenons à faire craindre à une partie de la nation que l'autre partie ne veuille ou nous entretenir dans une éternelle anarchie, ou nous donner une nouvelle forme de gouvernement cent fois plus redoutée que la résurrection de la noblesse.

Au contraire, si nous parvenons à froisser les esprits crédules entre la crainte des plus terribles commotions, des plus irréparables désordres, d'uue part, et du plus mauvais gouvernement de l'autre, alors l'amour de la paix, la lassitude d'une longue agitation, induiront une foule de François à accorder la noblesse aux rébelles; et peut-être parviendrons-nous, à force d'astuce, à faire regarder cette concession comme une simple restitution de hochets à des enfans pleureurs qu'on en avoit un moment privés.

D'après ces combinaisons, messieurs, on a créé le mot de républicanisme comme le titre d'un parti; on a appelé factieux quiconque avoit

jamais prononcé le mot de république ; on a même appelé ainsi les défenseurs de la constitution de 1789 et 1790, que l'assemblée nationale avoit pourtant appelée elle-même *constitution monarchique*. On a signalé le très-petit nombre d'hommes qui avoient discuté philosophiquement, spéculativement, et même sans s'accorder entr'eux, la question de la république et de la monarchie, comme des contre-révolutionnaires qui avoient aussi leur armée, leurs intelligences, leurs profonds desseins; et enfin on a répandu que les sociétés des amis de la constitution étoient les principaux agens de ces chefs d'un grand parti tout prêt à se déclarer.

C'est par ces insinuations qu'on est parvenu à égarer la majorité de l'assemblée constituante dans ses derniers momens; et par ses insinuations, on veut aujourd'hui engager les honnêtes gens mal éclairés ou distraits des affaires publiques, à étouffer les amis de la constitution; par ces insinuations on rassemble aujourd'hui des milliers de citoyens aux Feuillans; par ces insinuations, on fait décrier l'assemblée nationale actuelle, à mesure qu'elle se montre plus attachée à la révolution; par ces insinuations, on alarme les hommes foibles sur les choix que le peuple fait pour les magistratures municipale, administrative et judiciaire; par ces insinuations, on divise la garde nationale, et l'on introduit dans la portion de cette garde qu'on abuse, une foule d'hommes dangereux ou suspects, qui en seroient rejetés si on ne les faisoit regarder comme des auxiliaires utiles contre les républicains; par ces insinuations enfin, on tâche de renverser dans le cœur du roi les bonnes dispositions où nous nous plaisons à croire qu'il n'a pas cessé d'être depuis son acceptation.

. . . . Oui, messieurs, je vous le dirai sans ambiguité : on a assuré au roi que la nomination du maire de Paris, celle de l'accusateur public, celle du procureur-général-syndic du département, étoient un acheminement vers la république. Vous le savez aussi, une foule de libelles et de placards sont pleins de cette atrocité, que les amis de la constitution ne sont que des hordes de régicides.

Le but de ces abominations est évident. L'on espère qu'en supposant aux amis de la constitution des projets profondément contraires à la constitution et attentatoires à la sûreté du roi, d'un côté on pourra encore déterminer le roi à des démarches qui redoubleroient les alarmes publiques, augmenteroient réellement les dangers communs, multiplieroient les zélateurs inquiets de l'autorité royale; de l'autre on réduira au néant, on paralysera, par la défiance publique, le parti fortement patriote, et qu'ainsi on pourra, sans difficulté, précipiter la France dans l'aristocratie nobiliaire, sous prétexte de la faire échapper à l'anarchie absolue ou à un système de républicanisme, qu'on se plaît à rendre monstrueux.

Tel est, messieurs, le système perfide que je vous dénonce. Ne craignez pas que je veuille vous proposer maintenant de le déjouer par des proclamations solemnelles de vos principes, de vous abaisser à des justifications, de donner à nos ennemis l'avantage de dire que nous avons cru une justification nécessaire, et de s'autoriser peut-être de cette supposition pour commettre quelqu'attentat. Non; tout le monde sait que, fidèles à vos principes, vous n'avez pas souffert, même pendant l'absence du roi, qu'on discutât à

votre tribune la question de la république; que vous en avez même fait descendre un de vos membres qui se l'étoit proposée; tout le monde sait que vous embrassez de toutes vos affections la constitution et les autorités qu'elle a instituées; que la royauté, toute coûteuse qu'elle est, ne vous paroît pas trop payée, si elle est loyalement exercée; qu'aux révoltés même qui osent vouloir vous donner des fers, vous leur offrez l'honneur de l'égalité, les douceurs de la fraternité. Tout le monde sait ces vérité : ce n'est pas à vous de les répéter.

Mais, messieurs, ce que je vous propose, c'est de dénoncer, de poursuivre sans relâche vos détracteurs hypocrites; il ne suffit pas que vous continuïez à les désoler par la régularité de votre conduite, il faut que chacun de vous s'attache à les découvrir, à les démasquer, à les combattre. Il faut signaler par-tout les amis du patriciat : il faut cribler de tous les traits du patriotisme indigné quiconque parlera de transaction *sur l'égalité.*

En poursuivant ainsi les chefs de vos ennemis avec le cri et la bannière de l'égalité, vous les ferez pâlir, et ils se décéleront eux-mêmes à tous les yeux; vous renverserez à la fois leurs espérances et leurs projets; ils n'attendront plus rien de leurs partisans détrompés, et ils laisseront ainsi revenir à la bonne cause, et à ses véritables défenseurs, tous les honnêtes gens, dignes encore de la servir.

Encore une fois, la guerre n'est point entre la royauté et la république, elle est entre l'égalité et l'aristocratie, entre l'égalité dans la monarchie, telle que la constitution nous la donne, et l'aristocratie sous une royauté avilie, telle

qu'elle étoit autrefois. Arrachez le masque à ceux qui ont déplacé la question, et il n'y a plus dans la nation qu'un parti, celui de la nation contre quelques fous qui font le possible pour en devenir le rebut.

Je finis, messieurs, par une vérité qui me paroît importante : c'est que s'il est réellement en France quelques hommes qui travaillent à nous conduire à la république, ce sont ceux-mêmes qui en accusent les amis de la constitution, et qui réunissent tous leurs efforts pour les rendre suspects et odieux.

Oui, ceux-là seuls pourroient nous mener à la république, et avec nous l'Europe toute entière, qui tromperoient assez le roi pour l'induire à trahir ses sermens, et à conniver avec nos ennemis.

La société des amis de la constitution a arrêté l'impression de ce discours, l'envoi aux sociétés affiliées, et la distribution aux tribunes, dans sa séance du 30 *novembre* 1791, *l'an troisième de la liberté.*

COUTHON, *président;* ISNARD, GRANGENEUVE, LASOURCE, MACHENAUD, RÉAL et SIMONNE, *secrétaires.*

De l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇOIS, place du Théâtre Italien, 1791.

De l'Imprimerie de Dumoulin, à Nantes, place du Marché-à-Foin, 1791.